

A close-up, macro photograph of a metallic, cylindrical object, possibly a nozzle or a valve, with a circular opening in the center. The surface is textured and shows signs of wear or corrosion. The lighting is dramatic, with strong highlights and deep shadows, creating a sense of depth and focus on the central opening.

Eddy FOUGIER

LES DÉCROISSANTS EN FRANCE

UN ESSAI DE TYPOLOGIE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Septembre 2021

FONDATION P O U R
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

LES DÉCROISSANTS EN FRANCE

UN ESSAI DE TYPOLOGIE

Eddy FOUGIER

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête *Démocraties sous tension*, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
I. DÉCROISSANCE : L'ARME À DOUBLE TRANCHANT.....	10
1. Les trois sens du mot décroissance.....	10
2. Le piège du « mot-obus ».....	11
II. L'ÉMERGENCE D'UN MOUVEMENT.....	13
1. Années 1970 : les années décisives.....	13
2. La convergence de quatre dynamiques.....	14
3. Le tournant majeur des années 2002-2003.....	15
III. LES CONTEMPTEURS DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE.....	16
1. Une vigoureuse critique du productivisme.....	17
2. L'idéal d'une société d'« abondance frugale ».....	18
IV. LA NÉBULEUSE DÉCROISSANTE.....	19
1. Le monde des idées décroissantes.....	20
2. Les principales organisations décroissantes.....	20
3. L'hyperactivité militante des décroissants.....	21
4. La décroissance en tant que mode de vie alternatif.....	21
V. UN MOUVEMENT DIVISÉ.....	23
1. Le tournant des États généraux de la décroissance équitable de 2005.....	23
2. La querelle autour de l'engagement politique.....	24
3. L'approche modérée de Pierre Rabhi.....	24
VI. UN MOUVEMENT ENCORE MARGINAL.....	26
1. Des décroissants ultraminoritaires avec une faible visibilité médiatique.....	26
2. Des « passeurs » plus visibles.....	27
3. Des Français loin d'être convaincus par la décroissance.....	28
VII. UN MOUVEMENT JUGÉ POLITIQUEMENT RADICAL ET SOCIALEMENT CLIVANT.....	29
1. Une thématique encore politiquement taboue.....	29
2. Un nouveau clivage social.....	30

RÉSUMÉ

Le terme « décroissance », qui a plusieurs significations, a été sciemment utilisé par les décroissants comme un « mot-obus », selon leur expression. L'objectif était de choquer, de susciter un débat sur la croissance et sur un mode de développement qu'ils critiquent de façon vigoureuse. Cela a eu l'effet escompté pendant un temps mais a fini par se retourner contre eux, conduisant une grande partie du public à les assimiler au « parti de la récession », même s'ils s'en défendent régulièrement. Cette note vise à répondre justement à quelques-unes de nos interrogations à propos des décroissants : qu'est-ce que la décroissance ? Quand et comment le mouvement décroissant a-t-il émergé ? Qui sont au juste ces décroissants et quelles sont leurs idées ? Quel est leur impact sur la société française ?

LES DÉCROISSANTS EN FRANCE

UN ESSAI DE TYPOLOGIE

Eddy FOUGIER

Politologue, consultant indépendant,
chargé d'enseignement à Sciences Po Aix-en-Provence et à l'Audencia Business School.

INTRODUCTION

« Un ciel sans avions, des routes sans camions, des océans sans super-cargos, une vie simple et un commerce local. Voilà la grande trousse du patronat : que nous vivions mieux, que la planète respire¹. » Ce tweet du 7 août 2020 du député La France insoumise (LFI) François Ruffin faisait explicitement référence à un communiqué publié en avril 2020 par le patronat suisse, en pleine période de confinement, dans lequel celui-ci mettait justement en garde la population helvétique qui pouvait être tentée par l'option décroissante². La réponse sans doute la plus cinglante au tweet du député LFI n'est pas venue du patronat, qu'il fût suisse ou français, mais de la CGT, en l'occurrence de la section syndicale de la centrale nucléaire de Fessenheim, par le biais d'un tweet posté le même jour s'adressant directement à François Ruffin : « Commence déjà par couper ton téléphone, ton ordinateur et ton compte Twitter... La planète retrouvera toute sa jeunesse d'hier. Y va nous faire croire qu'il se déplace en cheval bientôt³. »

1. François Ruffin, tweet du 7 août 2020 (https://twitter.com/francois_ruffin/status/1291616310921633792).

2. Centre patronal, « Vers une stratégie de sortie de crise », *Service d'information*, n° 3284, 15 avril 2020 (www.centrepatronal.ch/documents/documents-utiles/cp-2020-04-15-fr.pdf).

3. CGT Fessenheim, tweet du 7 août 2020 (https://twitter.com/cgt_fessenheim/status/1291698916652711936?s=11).

À l'évidence, la décroissance suscite un vif débat. Pour certains, elle est devenue un terme repoussoir et même une véritable insulte politique. Elle est utilisée par ses pourfendeurs dans l'espace public pour disqualifier celles et ceux qui s'y réfèrent, et, de plus en plus fréquemment, l'écologie en général. Le 15 septembre 2020, Emmanuel Macron a par exemple assimilé le point de vue décroissant au « modèle amish⁴ ». En réaction, le mensuel *La Décroissance* s'est présenté comme « le journal des Amish ». En définitive, on peut dire que la décroissance est, d'une certaine manière, le pendant, mais de l'autre côté du spectre idéologique, du néolibéralisme : rares sont ceux qui y font référence de façon explicite en France mais le terme paraît avoir une force accusatoire quasiment imparable, alors que, dans les deux cas, le plus souvent, on ne sait pas vraiment de quoi l'on parle.

Cette note vise à répondre justement à quelques-unes de nos interrogations à propos des décroissants : qu'est-ce que la décroissance ? Quand et comment le mouvement décroissant a-t-il émergé ? Qui sont au juste ces décroissants et quelles sont leurs idées ? Quel est leur impact sur la société française ?

I. DÉCROISSANCE : L'ARME À DOUBLE TRANCHANT

Le terme « décroissance », qui a plusieurs significations, a été sciemment utilisé par les décroissants comme un « mot-obus », selon leur expression. L'objectif était de choquer, de susciter un débat sur la croissance et sur un mode de développement qu'ils critiquent de façon vigoureuse. Cela a eu l'effet escompté pendant un temps mais a fini par se retourner contre eux, conduisant une grande partie du public à les assimiler au « parti de la récession », même s'ils s'en défendent régulièrement.

1. Les trois sens du mot décroissance

La décroissance peut se définir de trois manières. La première est la définition la plus usuelle. Décroissance vient du verbe latin *crescere*, qui signifie grandir, grossir, augmenter, croître, pousser, s'élever (pour une plante), et de *decrescere*, qui se traduit par décroître, diminuer. D'après la définition du Larousse, elle renvoie bien évidemment à l'action de décroître, c'est-à-dire de diminuer progressivement en intensité, en quantité, etc.

4. Voir « 5G : Macron se moque des défenseurs du "modèle amish" au détriment de la nouvelle technologie », 20minutes.fr, 15 septembre 2020 (www.20minutes.fr/high-tech/2861835-20200915-5g-macron-moque-defenseurs-modele-amish-detrimement-nouvelle-technologie).

La deuxième définition est de nature économique. Dans les années 1970, ce terme était souvent employé dans la presse comme synonyme de récession économique et renvoyait donc au recul de la production nationale d'une année à une autre. D'après le site YouMatter, il s'agit d'une « situation économique durant laquelle la richesse économique produite n'augmente pas, voire diminue⁵ », sans être assimilée pour autant à la récession.

La troisième définition renvoie à celle envisagée par le mouvement des décroissants. Pour le Larousse, la décroissance correspond à une « politique préconisant un ralentissement du taux de croissance dans une perspective de développement durable⁶ ». À coup sûr, cette définition ne satisfera pas les décroissants à partir du moment où ils rejettent la notion même de développement durable au sens strict, au motif que l'expression serait, de leur point de vue, un oxymore et mettrait en évidence, selon eux, l'incompatibilité de deux réalités, le « développement » et le « durable ».

Aux yeux des décroissants, la décroissance n'est pas synonyme de diminution, de déclin ou de récession économique. Jacques Grinevald et Ivo Rens expliquent ainsi que ce concept « indique une voie qui ne ressemble nullement à un retour en arrière [...] mais à une *désescalade* sur l'échelle de la puissance, rejoignant les thèmes des partisans de la technologie douce, de l'énergie solaire, de l'agriculture biologique et du désarmement généralisé⁷ ».

2. Le piège du « mot-obus »

Conscients de l'enjeu des mots, les partisans de la décroissance ont volontairement choisi le terme « décroissance » pour en faire un slogan provocateur. Paul Ariès, l'un des principaux théoriciens du mouvement en France, disait à ce propos qu'il fallait un « mot-obus pour pulvériser la pensée économiste dominante⁸ ». Serge Latouche, l'autre principal théoricien français du mouvement, expliquait plus récemment : « Pour mettre à mal cette idée fausse [de développement durable], à succès, nous avons besoin d'un mot fort. “Décroissance” ! Il heurte, il semble blasphématoire à nous tous, puisque nous vivons dans la religion de la croissance⁹. » Le Parti pour la décroissance (PPLD) estime, de son côté, que « c'est parce que [ce terme] frappe les esprits, qu'il choque, fait réagir et fait bouger les consciences »,

5. « Décroissance : définition – Qu'est-ce que la décroissance économique ? », [youmatter.world](https://youmatter.world/fr/definition/decroissance-definition-quest-ce-que-la-decroissance-economique/), 3 octobre 2019 [https://youmatter.world/fr/definition/decroissance-definition-quest-ce-que-la-decroissance-economique/].

6. Voir la définition du mot « décroissance » : www.larousse.fr/dictionnaires/francais/decroissance/22471.

7. Jacques Grinevald et Ivo Rens, préface à la première édition française [1979] du livre de Nicholas Georgescu-Roegen, *La Décroissance. Entropie-Écologie-Économie* [1975], Sang de la Terre, 1995, p. 36.

8. Paul Ariès, « La décroissance, un mot-obus », *La Décroissance*, n° 26, avril 2005 (www.decroissance.org/textes/Un_mot-obus.pdf).

9. Serge Latouche, *Renverser nos manières de penser. Métañoia pour le temps présent. Entretiens avec Daniele Pepino, Thierry Paquot et Didier Harpagès*, Mille et Une Nuits, 2014, p. 133.

tout en reconnaissant néanmoins les limites de cet usage : « Nous avons tout de même conscience de l'effet "repoussoir" du mot auprès des personnes non initiées¹⁰. »

Qu'on le veuille ou non, l'emploi du terme « décroissance » a un impact largement négatif aux yeux d'une grande partie de la population, incitant celle-ci à voir les décroissants comme des partisans de la récession. Cela a d'ailleurs conduit certains d'entre eux à lui préférer les expressions d'« objecteur de croissance¹¹ » ou bien d'« a-croissant ». C'est le cas en particulier de Pierre Rabhi, l'un des décroissants les plus connus et les plus populaires, qui déclare militer en faveur d'« un autre nom qui fera moins peur aux gens mais serait quand même suffisamment provocateur pour ne pas devenir banal¹² ». En 2002, déjà, Pierre Rabhi parlait de « sobriété heureuse¹³ ».

Cet effet repoussoir du terme décroissance apparaît tout particulièrement évident dans le monde politique. Rares sont, en effet, les femmes et les hommes politiques qui y recourent de façon explicite, y compris ceux qui se reconnaissent dans les idées du mouvement décroissant. Ainsi, lorsque dans une interview accordée à France Info, le journaliste Renaud Dély demande à François Ruffin s'il est décroissant, celui-ci lui répond qu'il se définit comme « a-croissant ». Il en est de même pour Benoît Hamon, l'ancien candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2017, et son mouvement Génération-s.

Cela amène également les décroissants à chercher régulièrement à se justifier face à l'accusation d'être le « parti de la récession ». Ce fut le cas dès 2003 lors du premier colloque organisé sur le thème de la décroissance où Jacques Grinevald expliquait que « la récession, c'est un simple défaut de croissance, tandis que la décroissance correspond à une modification des conditions et des règles du développement¹⁴. » Plus récemment, en 2020, dans le contexte de la crise sanitaire, Paul Ariès réitérait cette même mise au point en soulignant que « la décroissance, c'est tout, sauf l'inverse de la croissance, sauf de faire la même chose en moins » et que « le confinement n'est en rien une anticipation de la décroissance, mais un symptôme de l'effondrement systématique qui vient du fait du productivisme¹⁵ ».

10. « Décroissance : mais c'est quoi ce mot "repoussoir" ? », projet-decroissance.net [www.projet-decroissance.net/?page_id=369].

11. Par analogie avec les objecteurs de conscience pacifistes.

12. Nicolas Hulot et Pierre Rabhi, *Graines de possible. Regards croisés sur l'écologie*. Entretiens arbitrés par Weronika Zarachowicz, Calmann-Lévy, 2005, p. 181.

13. Voir Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Actes Sud, 2010.

14. Cité in Matthieu Auzanneau, « "La décroissance" : renaissance d'un concept révolutionnaire », transfert.net, 6 octobre 2013 [https://transfert.net/La-decroissance-renaissance-d-un].

15. Paul Ariès, « Le confinement n'est pas la décroissance », liberation.fr, 23 avril 2020 [www.liberation.fr/debats/2020/04/23/le-confinement-n-est-pas-la-decroissance_1786175/].

Cela fait donc près de vingt ans que les décroissants tentent de se justifier sur le sujet, ce qui montre bien qu'ils ont beaucoup de difficultés à convaincre le public. Ils accusent par ailleurs leurs adversaires de maintenir volontairement la confusion entre décroissance et récession. À la différence des altermondialistes, les décroissants n'ont pas réussi à imposer dans l'espace public un terme que l'opinion aurait pu juger plus acceptable. En France, à partir de 2003, le terme « altermondialisme » a en effet supplanté le mot « antimondialisation », jugé trop réducteur et négatif aux yeux de ses partisans. Ce n'est pas le cas pour la décroissance, « mot-obus » qui semble devenir une sorte de « boulet » pour les décroissants, obligeant ces derniers à se défendre sans cesse de ne pas être le mouvement de la récession.

II. L'ÉMERGENCE D'UN MOUVEMENT

Le courant de pensée décroissant s'inscrit dans une filiation intellectuelle et militante très ancienne¹⁶. On peut très bien faire remonter l'origine du mouvement contemporain de décroissance à la Grèce antique, comme le fait Serge Latouche, mais il semble néanmoins évident que la critique de la civilisation industrielle et de l'« idéologie du progrès » ne puisse être que postérieure à la révolution industrielle, et celle de la croissance au sens strict que postérieure à la Seconde Guerre mondiale.

1. Années 1970 : les années décisives

C'est dans les années 1970 que l'on assiste véritablement aux prémices d'un courant de pensée décroissant. C'est durant cette période que le terme de décroissance est employé pour la première fois dans son sens actuel. Lors d'un débat public organisé en juin 1972 par *Le Nouvel Observateur*, le philosophe André Gorz pose alors la question de la compatibilité entre la non-croissance – voire la décroissance – de la production matérielle avec la survie du système. En 1973, un numéro de la revue *La Nef* traite du thème des « objecteurs de croissance »¹⁷. C'est la première fois que cette expression est utilisée. En 1979 paraît la traduction française d'un ouvrage de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen qui regroupe trois de ses textes consacrés à la « bioéconomie » et qui est le premier qui

16. Voir notamment Serge Latouche, *Les Précurseurs de la décroissance. Une anthologie*, Le Passager clandestin, 2016, et Cédric Biagini, David Murray et Pierre Thiesset (dir.), *Aux origines de la décroissance*, L'Échappée, 2017.

17. *La Nef* [« Les objecteurs de croissance. Prospérité, oui... mais à quel prix ? »], n° 52, 1973.

expose ce concept, sans pour autant faire référence de façon explicite au terme « décroissance »¹⁸. Dans les publications en anglais de cet auteur, il était question de *decline* et de *declining state*. C'est son traducteur français, Jacques Grinevald, qui, avec son accord, a traduit ces termes par « décroissance »¹⁹. Le mot « décroissance » s'est alors imposé, d'abord en langue française puis dans d'autres langues.

C'est également durant cette décennie, marquée par les deux chocs pétroliers (1973 et 1979) et le net ralentissement de la croissance économique, que la critique de cette dernière va se développer avec la parution emblématique, en 1972, du fameux rapport Meadows du Club de Rome²⁰. Enfin, durant les années 1970, paraissent nombre de livres majeurs de figures intellectuelles tutélaires de ce que sera plus tard le mouvement de la décroissance, dans lesquels ils dénoncent la technique, la croissance, la société de consommation ou le développement économique : Ivan Illich²¹, Bernard Charbonneau²², Jacques Ellul²³, André Gorz²⁴ ou encore, au début de la décennie suivante, François Partant²⁵.

2. La convergence de quatre dynamiques

Ce n'est qu'au début des années 2000 qu'émerge véritablement, d'abord en France, un mouvement décroissant. La revue écologiste alternative *Silence* avait bien réalisé un dossier sur le thème de la décroissance en 1993 mais il était alors passé inaperçu.

Ce mouvement apparaît comme le résultat de la convergence de trois dynamiques portées par l'universitaire Serge Latouche, spécialiste notamment des questions de développement ; par l'association anti-publicité Les Casseurs de pub, créée par Bruno Clémentin et Vincent Cheynet²⁶ en 1999, qui diffuse une revue annuelle éponyme et, à partir de 2004, un mensuel, *La Décroissance* ; par Pierre Rabhi, agriculteur et ardent défenseur de l'agroécologie.

Un certain nombre d'événements vont permettre à la thématique de la décroissance de sortir de l'anonymat et de la marginalité dans lesquels elle se trouvait jusqu'alors. Tout commence, semble-t-il, en juillet 2001,

18. Nicholas Georgescu-Roegen, *op. cit.*

19. Voir Jacques Grinevald, « Sur l'origine historique de l'emploi du mot décroissance », *Entropia*, n° 1, automne 2006, p. 185-188 [www.entropia-la-revue.org/spip.php?article120].

20. *Rapport Meadows. Halte à la croissance ?*, Fayard, 1972.

21. Ivan Illich, *La Convivialité*, Seuil, 1973.

22. Bernard Charbonneau, *Le Système et le Chaos. Critique du développement exponentiel*, Anthropos, 1973.

23. Jacques Ellul, *Le Système technicien*, Calmann-Lévy, 1977.

24. Michel Bosquet (André Gorz), *Écologie et Liberté*, Galilée, 1977.

25. François Partant, *La Fin du développement. Naissance d'une alternative ?*, La Découverte-Maspero, 1982.

26. Vincent Cheynet a lui-même été le directeur artistique d'une agence de publicité [Publicis Lyon].

par une conversation entre Bruno Clémentin et Vincent Cheynet qui mène au dépôt de l'expression « décroissance soutenable » à l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI). Le rôle fondamental de Clémentin et Cheynet a été reconnu par Serge Latouche lui-même : « Il faut le reconnaître, ce sont eux qui ont eu l'intuition géniale à cette époque que le moment était venu de reprendre l'idée lancée par Nicholas Georgescu-Roegen dans son livre traduit en français par Jacques Grinevald²⁷. »

3. Le tournant majeur des années 2002-2003

Fin 2001 paraît un numéro spécial de la revue *L'Écologiste* ayant pour thème « Défaire le développement, refaire le monde », avec une ouverture de Serge Latouche et des contributions de Jacques Grinevald, d'Ivan Illich ou encore de Pierre Rabhi²⁸. Ce numéro débouchera sur l'organisation à Paris, au palais de l'UNESCO, en février-mars 2002, d'un colloque sur le même thème. Cet événement conduira à la formation du Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement (Rocade), qui publiera en mars 2003 un manifeste rédigé par Serge Latouche.

Un autre événement-clé, qui se déroule également en février 2002, est la parution d'un numéro de la revue *Silence* consacré à la « décroissance soutenable et conviviale » en tant qu'alternative au développement durable²⁹. Ce numéro a un écho notable. Il fait notamment l'objet d'une importante couverture de la part de la presse alternative (*Alternatives économiques*, *Politis*, *Charlie-Hebdo*...), mais aussi de la part du Monde, qui publie notamment un article d'Hervé Kempf intitulé « Sauver le monde par la "décroissance soutenable" !³⁰ ».

Cette même année 2002, Pierre Rabhi tente de se présenter à l'élection présidentielle sous l'étiquette Terre et humanisme-Mouvement pour l'insurrection des consciences. Il crée à cette occasion le mouvement Appel pour une insurrection des consciences et fait campagne sur le thème de la décroissance soutenable, mais il n'obtiendra pas le nombre de signatures de parrainage nécessaire pour pouvoir aller plus loin.

27. « Serge Latouche : "La décroissance n'a pas à se situer sur l'échiquier politique" », propos recueillis par Arnaud Naudin et Guillaume Le Carbonnel, novopress.info, 7 octobre 2014 (<https://fr.novopress.info/176248/exclusivite-novopress-serge-latouche-la-decroissance-na-pas-a-se-situer-sur-lechiquier-politique/>).

28. *L'Écologiste*, n° 6, hiver 2001.

29. *Silence*, n° 280, février 2002 (www.revuesilence.net/numeros/280-La-decroissance/). L'appel à contribution à ce dossier était formulé ainsi : « Il est peut-être temps de relancer le mot "décroissance". »

30. Hervé Kempf, « Sauver le monde par la "décroissance soutenable" ! », *lemonde.fr*, 21 février 2002 (www.lemonde.fr/archives/article/2002/02/21/sauver-le-monde-par-la-decroissance-soutenable_4212354_1819218.html).

Toujours en 2002, Bruno Clémentin et Vincent Cheynet fondent, à Saint-Étienne, l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable (IEESDS), dont l'objectif est de « créer un centre d'études, de ressources et de diffusion de toutes informations et publications dans le domaine de la décroissance économique, théorique et appliquée³¹ ». Enfin, en juin de cette même année, Vincent Cheynet se présente aux élections législatives dans la deuxième circonscription du Rhône, avec un programme défendant la « décroissance soutenable ». Il obtient seulement 301 voix, soit 0,7 % des suffrages exprimés.

En 2003, une nouvelle étape est franchie avec la publication d'un premier ouvrage sur la décroissance qui rencontre un certain succès³², qui conduit à l'organisation du premier colloque consacré à « la décroissance soutenable », à Lyon, au mois de septembre.

Enfin, en mars 2004, comme on l'a déjà signalé, est lancé à Lyon le mensuel *La Décroissance*, tandis que l'universitaire François Schneider traverse à pied pendant douze mois une partie de la France avec son ânesse pour promouvoir l'idée de « décroissance soutenable ».

L'émergence publique de la thématique de la décroissance se traduit par la création, en février 2003, d'une page Wikipédia dédiée à ce concept et par l'emploi pour la première fois du terme par un homme politique d'un parti traditionnel : en mai 2004, le député communiste Patrick Braouezec est le premier qui parle de la nécessité d'une « décroissance soutenable et solidaire » à l'Assemblée nationale.

III. LES CONTEMPTEURS DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Le mouvement décroissant a émergé en grande partie en réaction à la montée en puissance des thématiques du « développement durable » et de la « croissance verte » au sein des institutions internationales et du monde économique, à partir du Sommet de la terre de Rio de Janeiro, en 1992. Il s'inscrit néanmoins dans un mouvement plus profond de critique du capitalisme et, plus largement, du productivisme, de la société industrielle, de la société de consommation et de la technique.

31. « Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable – Présentation », reseau-idee.be [www.reseau-idee.be/adresses-utiles/fiche.php?org_id=1865].

32. Bruno Clémentin, Michel Bernard et Vincent Cheynet, *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Parangon, 2003.

1. Une vigoureuse critique du productivisme

La critique décroissante s'appuie tout particulièrement sur la bioéconomie. Il s'agit d'une théorie économique hétérodoxe élaborée par l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, exposé notamment en 1971 dans son ouvrage *The Entropy Law and the Economic Process*³³. La bioéconomie est l'application à l'économie de la loi physique de l'entropie, deuxième loi de la thermodynamique énoncée pour la première fois par le physicien Sadi Carnot en 1824. Selon Georgescu-Roegen, ce qu'il appelle la « société thermo-industrielle » utilise des ressources non renouvelables qu'elle ne peut réutiliser et produit inéluctablement déchets et pollution. Dans un monde où les ressources sont limitées, la production économique ne peut donc pas s'accroître indéfiniment sans avoir un impact sur l'environnement. C'est le non-sens, aux yeux des décroissants, d'« une croissance infinie dans un monde fini », selon l'un de leurs slogans favoris. Cela soulève également, de leur point de vue, la question de la finitude des ressources naturelles, notamment des énergies fossiles. C'est ce que Bruno Clémentin et Vincent Cheynet réaffirment par exemple en 2002 : « Il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre qu'un individu, ou une collectivité, tirant la majeure partie de ses ressources de son capital, et non de ses revenus, est destiné à la faillite. Tel est pourtant bien le cas des sociétés occidentales, puisqu'elles puisent dans les ressources naturelles de la planète, un patrimoine commun, sans tenir compte du temps nécessaire à leur renouvellement³⁴. »

Les décroissants rejettent en conséquence ce qu'ils considèrent être l'obsession de nos sociétés pour la croissance. Ils parlent à ce propos de « société de croissance », d'idéologie ou de dogme « croissanciste », voire de « religion de la croissance ». Ils ne s'en tiennent pas uniquement à une critique de la société de consommation – la consommation étant vue comme une fin et non comme un moyen – ou plus largement du capitalisme et de l'emprise de la technique, mais remettent aussi en cause la société industrielle qui a donné la primauté aux énergies fossiles – société industrielle qu'il faut « détruire³⁵ », selon Paul Ariès – et le productivisme. C'est ce qu'Agnès Sinaï qualifie de « modèles de croissance, qui supposent l'injection continue de masses gigantesques d'énergie dans le système, devenu une mégamachine³⁶ ».

33. Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard University Press, 1971.

34. Bruno Clémentin et Vincent Cheynet, « La décroissance soutenable », *Silence*, n° 280, février 2002, p. 5 (www.revuesilence.net/numeros/280-La-decroissance/)

35. Voir Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Golias, 2005.

36. Agnès Sinaï, « Le destin des sociétés industrielles », in Agnès Sinaï (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*, Presses de Sciences Po, 2013, p. 23.

Les décroissants dénoncent les notions de développement économique et de progrès en partant du constat selon lequel, à partir d'un certain stade, l'impact de la croissance de la production matérielle sur le bien-être des individus ou sur l'environnement devient négatif. Enfin, ils rejettent la domination de l'économie sur la société et de l'*Homo œconomicus*, à savoir la réduction de l'humain à un individu qui cherche d'abord à maximiser ses intérêts égoïstes. Considérant que notre modèle de société n'est pas soutenable et qu'il va s'effondrer tôt ou tard, les décroissants en déduisent qu'il vaut mieux une « décroissance choisie » qu'une « décroissance subie ». Cela passe au préalable par ce que Serge Latouche appelle une « décolonisation de l'imaginaire », avec la prise de conscience selon laquelle « la richesse ne se réduit pas seulement à l'argent », l'accumulation de biens matériels n'étant pas forcément synonyme de bien-être et de bonheur, et le progrès d'une économie ne se réduisant pas à l'accumulation de la richesse matérielle³⁷.

2. L'idéal d'une société d'« abondance frugale »

Les décroissants, qui se disent favorables aux concepts d'« a-croissance » ou de « postcroissance », militent en faveur de « sociétés écologiquement soutenables et socialement justes³⁸ », à savoir « une organisation de l'économie et de la société qui a pour but le bien-être de tous et qui préserve les fondements écologiques de la vie³⁹ ». Ils prônent plus largement ce qu'ils appellent une « civilisation d'abondance frugale⁴⁰ ». Cette frugalité et cette sobriété consistent à « en revenir à un niveau de la vie matérielle compatible avec la reproduction des écosystèmes⁴¹ ». Cela signifie que la richesse peut encore progresser, mais « sans accroître le prélèvement de ressources non renouvelables, ni la pression sur la biosphère⁴² ». L'économiste britannique Tim Jackson parle à ce propos de « prospérité sans croissance⁴³ ».

Tout cela implique une réorganisation plus ou moins profonde, selon les points de vue, de l'économie et de la société qui se traduirait par une relocalisation des activités économiques et sociales, une économie s'appuyant sur de petites unités de production, une hausse des taxes douanières et des taxes sur les carburants, une réduction du temps de travail, l'instauration

37. Voir Serge Latouche, *La Décroissance*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2019.

38. Voir Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie*, Les Éditions Utopia, 2013.

39. « Degrowth, décroissance – une définition », degrowth.info ([www.degrowth.info/fr/degrowth-fr](http://www.degrowth.info/fr/fr/degrowth-fr)).

40. Expression de Jacques Ellul reprise par Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Mille et Une Nuits, 2011.

41. Serge Latouche, *La Décroissance*, op. cit., p. 9.

42. *Ibid.*, p. 11, note 1.

43. Voir Tim Jackson, *Prosperity Without Growth. Foundations for the Economy of Tomorrow*, Routledge, 2016.

d'un revenu universel, la remise en cause d'une organisation sociale et d'un mode de vie fondés sur l'automobile, un nouvel aménagement du territoire au terme duquel la population serait moins concentrée dans les grandes métropoles et mieux répartie sur le territoire, la fin du nucléaire (civil et militaire), le développement de l'agroécologie, la diffusion des low tech ou encore la « gratuité de l'usage et le renchérissement du mésusage⁴⁴ ».

Enfin, à titre individuel, les décroissants militent en faveur d'une « simplicité volontaire » ou d'une « sobriété heureuse » (Pierre Rabhi) autour de slogans tels que « vivre mieux avec moins » ou « plus de liens, moins de biens » et de l'idée selon laquelle « c'est en changeant nous-mêmes que nous transformerons le monde⁴⁵ ».

IV. LA NÉBULEUSE DÉCROISSANTE

Il n'existe pas de mouvement décroissant à proprement parler. On doit plutôt parler de mouvance, de nébuleuse ou de galaxie des décroissants⁴⁶. Il n'existe pas non plus de mouvement de masse qui exerce une forme de leadership comme cela a pu être le cas d'Attac, en France, au sein de la mouvance altermondialiste au tournant des années 1990-2000. On peut remarquer qu'à la différence d'autres courants radicaux le mode opératoire des décroissants se limite la plupart du temps à des actions pacifiques et légales et, au pire, à des actions de désobéissance civile pacifiques mais illégales. Ils ne recourent pas à des actions violentes comme peuvent le faire, par exemple, les zadistes⁴⁷ ou bien les antisépécistes⁴⁸.

44. Voir Paul Ariès, « Gratuité de l'usage, renchérissement du mésusage », *ÉcoRev'*, n° 26, 15 avril 2007 (www.ecorev.org/spip.php?article585).

45. Bruno Clémentin et Vincent Cheynet, art. cit, p. 7.

46. Voir Fabrice Flipo, « Voyage dans la galaxie décroissante », *Mouvements*, n° 50, juin-août 2017, p. 143-151 (www.cairn.info/revue-mouvements-2007-2-page-143.htm).

47. Voir Eddy Fougier, *Les Zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme* (www.fondapol.org/etude/eddy-fougier-les-zadistes-1-un-nouvel-anticapitalisme/) et *Les Zadistes (2) : la tentation de la violence* (www.fondapol.org/etude/eddy-fougier-les-zadistes-2-la-tentation-de-la-violence/), Fondation pour l'innovation politique, avril 2016.

48. Voir Eddy Fougier, *La Contestation animaliste radicale*, Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019 (www.fondapol.org/etude/la-contestation-animaliste-radicale-2/).

1. Le monde des idées décroissantes

On peut classer parmi les décroissants des intellectuels au sens large du terme (universitaires, chercheurs, journalistes, écrivains...), mais aussi des « activistes » et/ou des individus qui adoptent un mode de vie décroissant. La plupart d'entre eux mêlent d'ailleurs activité intellectuelle, militantisme-activisme et/ou « simplicité volontaire ».

Le mouvement de la décroissance se caractérise par une très importante production intellectuelle : livres, ouvrages collectifs, revues, périodiques ou sites Internet. Les auteurs les plus prolifiques sont sans aucun doute l'universitaire Serge Latouche, professeur émérite d'économie à l'université d'Orsay, et le politologue Paul Ariès. Ils sont aussi souvent très médiatisés. C'est notamment le cas de Pierre Rabhi, sur lequel nous reviendrons plus loin.

Le périodique le plus important est *La Décroissance*, diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Entre 2006 et 2014, il a existé une revue, *Entropia*, qui se présentait comme une revue d'étude théorique et politique de la décroissance⁴⁹. Les idées décroissantes sont aussi diffusées par d'autres revues ou magazines, comme ceux lancés par les décroissants eux-mêmes (par exemple la revue *Les Zindigné(e)s*, dirigée par Paul Ariès), des revues écologistes (*Silence*, *L'Écologiste*, *ÉcoRev'*...) ou encore des mensuels qui mettent l'accent sur les alternatives écologiques et sociales (*L'Âge de faire*, *Socialalter*, *Kaizen*, *Reporterre*, *Politis*...). On doit y rajouter aussi divers sites Internet dédiés à la décroissance (decroissance.org, decroissance-elections.fr, projet-decroissance.net, degrowth.info/fr...).

2. Les principales organisations décroissantes

Figurent également dans cette mouvance décroissante des associations, des partis politiques, des collectifs et des think tanks, comme l'IEESDS, le Mouvement Colibris, créé sous l'impulsion de Pierre Rabhi, le Mouvement des objecteurs de croissance en France, l'Association des rencontres des objecteurs de croissance (AderOC), Recherches et Expérimentation sur la décroissance et la transition (REDT) ou encore la Maison commune de la décroissance. On peut y ajouter aussi toutes les associations décroissantes locales, telles Les Amis de la décroissance Nancy ou Décroissance 44, à Nantes, sans oublier La Ligne d'horizon-Les Amis de François Partant, une association qui a joué un rôle pionnier dans l'émergence de la décroissance en France.

49. Voir le site web Entropia : www.entropia-la-revue.org/.

Le Parti pour la décroissance, créé en 2006 mais qui est resté très peu de temps un parti politique au sens strict, existe toujours mais sous la forme d'une association. S'il n'y a plus de parti décroissant en tant que tel en France, cela n'empêche pas des individus ou des listes de se présenter à différents scrutins en portant cette thématique. Ce fut le cas lors des élections européennes de 2019 avec la liste Décroissance 2019, qui a obtenu 0,05 % des suffrages à l'échelle nationale, avec 10 352 voix. Les décroissants qui se présentent aux élections expliquent d'ailleurs qu'ils ne sont pas un parti politique mais « une structure de collectif de citoyens décroissants⁵⁰ ». Il convient néanmoins de noter que beaucoup de structures décroissantes ont eu une existence relativement brève. Tel a été le cas du Parti pour la décroissance (PPLD) dans sa première mouture, du Parti des objecteurs de croissance (POC), du Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) ou encore de l'Association des objecteurs de croissance (AdoC).

3. L'hyperactivité militante des décroissants

Les militants de la décroissance peuvent s'investir dans différentes causes et mobilisations, contre ce qu'ils appellent les « grands projets inutiles imposés », la consommation, les supermarchés, la publicité, les marques, l'obsolescence programmée, les voitures, le nucléaire, l'agriculture industrielle, les pesticides, les technologies, les OGM, le compteur Linky ou les traités de libre-échange. On pouvait aussi trouver des décroissants au sein de « zones à défendre » (ZAD), notamment à Notre-Dame-des-Landes.

Les décroissants semblent également très investis dans le monde associatif en général et même dans le monde politique. Certains d'entre eux appartiennent ainsi à des mouvements politiques – Europe-Écologie-Les Verts, La France insoumise, Nouveau Parti anticapitaliste, Génération-s –, syndicaux – Confédération paysanne – ou d'éducation populaire – Attac, Mouvement Utopia.

4. La décroissance en tant que mode de vie alternatif

On retrouve nombre de décroissants parmi celles et ceux que l'on peut qualifier de « transitionnistes », qui ont choisi la voie d'une sortie plus ou moins radicale de la société de consommation et qui prônent une grande transition écologique en luttant contre le gaspillage, en évitant de faire leurs achats dans la grande distribution, de prendre l'avion, en s'alimentant bio, en consommant des produits peu ou pas carnés, et, pour certains, en n'ayant

50. « Communiqué Municipales 2020 », decroissance-elections.fr, 8 décembre 2019 [www.decroissance-elections.fr/municipales-2020].

pas de voiture, de télévision ou de téléphone portable. Ce sont des adeptes d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap)⁵¹, des jardins partagés⁵², de l'autoproduction alimentaire, du *Do it yourself* (DIY)⁵³, du recyclage ou des systèmes d'échange local (SEL)⁵⁴, voire du glanage⁵⁵.

Ces décroissants peuvent notamment vivre à la campagne en tant que néoruraux ou dans des villes, villages ou quartiers dits en transition. Le concept de « villes en transition » a été élaboré au milieu des années 2000 par l'enseignant en permaculture britannique Rob Hopkins. Il vise à « transformer nos systèmes de production, de distribution et de consommation dans le sens d'une plus grande sobriété⁵⁶ », et ce à un échelon local. Ce sont des territoires où une partie de la population décide de passer d'une dépendance vis-à-vis du pétrole à une forme de résilience locale par le biais, en particulier, d'une réduction, à la fois individuelle et collective, de la consommation d'énergies fossiles et des émissions de CO₂, une relocalisation de l'économie (plus précisément de l'alimentation et de l'énergie) et un renforcement de la coopération et de la solidarité entre les acteurs du territoire. Les plus radicaux, ou les plus convaincus de ces « transitionnistes » vivent dans des écosites, des écocommunautés⁵⁷ ou des écovillages, un habitat groupé⁵⁸ ou une communauté intentionnelle⁵⁹.

51. Une Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) est basée sur un partenariat entre un groupe de consommateurs et un « paysan » qui établissent un contrat pour une période déterminée au terme duquel le producteur s'engage à fournir régulièrement des paniers de fruits, de légumes, de viande, d'œufs ou de fromages en respectant des méthodes agronomiques spécifiques [agriculture biologique ou « paysanne »], et le consommateur, à payer sa part de la récolte à l'avance.

52. Un jardin partagé est « un jardin conçu, construit et cultivé collectivement par les habitants d'un quartier ou d'un village » [<http://jardins-partages.org>].

53. Le DIY ou le « faites-le vous-même » consiste à créer soi-même, à fabriquer ou bien à modifier des objets de la vie courante : meubles, vêtements, produits d'hygiène ou d'entretiens, produits cosmétiques, etc.

54. Un système d'échange local (SEL) est une association dont les membres échangent des biens, des connaissances ou des savoir-faire (de nature non professionnelle) sur une base non-monnaire.

55. Le glanage consiste à « récupérer de la nourriture à la fin des marchés ou dans les poubelles des supermarchés » (www.larousse.fr/dictionnaires/francais/glaner/37089), en l'occurrence plus pour lutter contre le gaspillage alimentaire que par nécessité économique.

56. Thomas Taloté, « Le mouvement des villes en transition : un véritable projet de décroissance ? », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 14, automne 2015, p. 177 [www.erudit.org/fr/revues/ncs/2015-n14-ncs02159/79406ac/].

57. Une écocommunauté est un ancien village ou un hameau, souvent abandonné et excentré, qui a été racheté et restauré pour y construire une communauté autonome. Il peut s'agir également d'un lieu construit *ex nihilo*.

58. Un habitat groupé correspond à l'achat groupé d'un terrain pour y construire plusieurs habitations ou bien l'achat d'une seule habitation par plusieurs personnes afin d'y vivre de façon indépendante.

59. Une communauté intentionnelle est un groupe de personnes qui décident de se rassembler autour d'un projet de vie communautaire.

V. UN MOUVEMENT DIVISÉ

La mouvance décroissante, créée, comme on l'a vu, sur la base de la convergence de trois pôles principaux – un pôle intellectuel, en particulier autour de Serge Latouche ; un pôle militant, autour des Casseurs de pub ; et un pôle que l'on peut qualifier de « spirituel », autour de Pierre Rabhi – va rapidement se diviser, en particulier autour de deux questions fondamentales, somme toute assez classiques au sein des mouvements sociaux, à savoir l'enjeu de la politisation du mouvement et les tensions qui peuvent exister entre réformistes et radicaux.

1. Le tournant des États généraux de la décroissance équitable de 2005

L'événement-clé se produit à Lyon en octobre 2005, à l'occasion des premiers États généraux de la décroissance équitable. L'appel pour ces États généraux indiquait une volonté de « construire les conditions de candidatures communes » dans le cadre des élections présidentielles et législatives de 2007. Or les débats vont faire apparaître des positions très divergentes entre décroissants autour de la question de la politisation du mouvement. Certains veulent se présenter aux élections et créer rapidement un parti politique, d'autres estiment qu'ils ne doivent pas se précipiter avant de penser à fonder un tel mouvement politique, tandis qu'un dernier courant s'oppose à la création d'un parti politique. À la suite de ces États généraux, faute de consensus, les différents courants vont décider de créer leurs propres structures, que celles-ci soient ou non de nature politique. Progressivement, chacun des trois pôles initiaux va donc suivre un chemin qui lui est propre, même s'il a pu y avoir parfois des initiatives communes ou des tentatives de rapprochement.

Cependant, les décroissants n'ont pas seulement buté sur la question politique. Ils se sont aussi divisés sur un autre sujet traditionnel d'opposition au sein des mouvements protestataires, à savoir les tensions entre réformistes et radicaux. Le positionnement vis-à-vis de Nicolas Hulot en a été l'un des meilleurs symptômes. Le mensuel *La Décroissance*, qui s'en prend fréquemment à ce qu'il désigne comme les « écotartuffes » d'un « capitalisme vert », a été ainsi à l'origine, entre 2007 et 2011, d'un « pacte contre Hulot », ce dernier étant accusé d'être « le héraut des grands médias et du capitalisme vert⁶⁰ ». Rappelons que Nicolas Hulot est l'ami personnel de Pierre Rabhi, avec qui il a même coécrit un ouvrage⁶¹.

60. « Fin du Pacte contre Hulot », 2011 (www.pacte-contre-hulot.org/).

61. Nicolas Hulot et Pierre Rabhi, *op. cit.*

En définitive, chacun des trois pôles initiaux va ensuite tenter de privilégier un mode de « résistance » spécifique : une approche individuelle, autour de la « sobriété heureuse » mise en avant par Pierre Rabhi ; une approche politique ou politisée, principalement autour du journal *La Décroissance* et de Vincent Cheynet ; et une approche que l'on pourrait qualifier de « centrale », autour d'une vision de la décroissance orientée à gauche, collective et apolitique, notamment portée par Serge Latouche, Paul Ariès ou encore Vincent Liegey.

2. La querelle autour de l'engagement politique

L'un des principaux sujets de discordance entre les décroissants n'en reste pas moins le positionnement vis-à-vis de la politique. Dès l'émergence du mouvement, en 2002, Pierre Rabhi se présente à l'élection présidentielle et Vincent Cheynet est candidat aux élections législatives dans le Rhône, l'un et l'autre défendant alors la « décroissance soutenable ». Néanmoins, la question de l'engagement politique ne va pas de soi aux yeux de nombre de décroissants.

Cette volonté de politiser la décroissance a été portée en particulier par Vincent Cheynet. Celui-ci va régulièrement se présenter aux législatives dans le Rhône et va créer en 2006, avec Bruno Clémentin et Yves Scaviner, un parti politique, le Parti pour la décroissance (PPLD). Cette dernière création suscite immédiatement des remous au sein de la mouvance. Serge Latouche publie ainsi un communiqué dans lequel il critique vivement cette initiative⁶². Cette tentative échoue rapidement et conduit au départ de ses fondateurs. Début 2008, le PPLD est relancé par une nouvelle équipe, mais il n'est plus un parti politique à proprement parler. Vincent Cheynet fonde alors le Parti des objecteurs de croissance (POC) en 2010.

3. L'approche modérée de Pierre Rabhi

Un autre sujet de désaccord chez les décroissants réside sans aucun doute dans le positionnement qu'ils peuvent avoir vis-à-vis de Pierre Rabhi, la figure de la décroissance la plus connue du grand public en France. Pierre Rabhi est un « bon client » médiatique et l'auteur de nombreux livres à succès. Installé en Ardèche depuis 1961, il a été l'un des premiers à pratiquer l'agriculture biologique. Il est souvent présenté comme « agriculteur-philosophe ». Son succès auprès des médias et du grand public est lié en grande partie à une image de vieux sage qui s'est construite sur sa personne.

62. Voir « Mais quelle idée de créer un Parti pour la décroissance ? » (www.projet-decroissance.net/?page_id=395).

On peut identifier trois spécificités de Pierre Rabhi par rapport à de nombreux autres décroissants. La première est que, comme on l'a vu, il ne se définit pas explicitement, tout comme ses adeptes, comme décroissants. Il n'en reste pas moins un décroissant ou un objecteur de croissance. La deuxième différence est que, même si Pierre Rabhi s'est présenté à l'élection présidentielle en 2002, d'après lui sous la pression de son entourage⁶³, il a toujours refusé de politiser son combat ou de s'engager en politique. Pour lui, et c'est la troisième différence avec les autres décroissants, la transformation du système doit passer en premier lieu par la transformation de soi, selon la fameuse formule de Gandhi : « Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde ! » C'est ce que Pierre Rabhi appelle l'« insurrection des consciences ». Cela correspond aussi à la légende amérindienne du Colibri, qu'il raconte systématiquement et qui a donné le nom à son mouvement créé en 2007 : « Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : “Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu !” Et le colibri lui répondit : “Je le sais, mais je fais ma part.”⁶⁴ » Pierre Rabhi appelle ainsi chacun à « faire sa part⁶⁵ ».

Les deux concepts dont Pierre Rabhi s'est fait le chantre sont la « sobriété heureuse » et la « modération ». Il définit le premier de la manière suivante : « C'est en fait réajuster nos besoins matériels pour qu'il y ait équilibre entre être et avoir⁶⁶ ». Pour la journaliste Jade Lindgaard, « la réussite commerciale, éditoriale et médiatique de Pierre Rabhi se fonde sur l'influence d'un discours qui séduit une nuée de personnes d'ordinaire non militantes et peu politisées. [...] Cette synthèse particulière entre écologie, morale et transcendance lui ouvre des esprits fermés à la rhétorique anticapitaliste⁶⁷. »

Cette posture fait néanmoins l'objet de critiques, au sein même de la mouvance décroissante, tout comme à l'extérieur. Ainsi, pour le décroissant Vincent Cheynet, « ce n'est pas un hasard si le discours de Pierre Rabhi du “chacun fait sa part” du *Colibri* trouve un tel écho dans notre société. Il est tout aussi symptomatique de l'idéologie libérale que le “survivalisme” d'un Piero San Giorgio⁶⁸ ».

63. À écouter « Pierre Rabhi, l'homme colibri » épisode 4 (« L'insurrection des consciences »), francetvinfo.fr, 19 mars 2020 [<https://www.francetvinfo.fr/emissions/a-voix-nue/pierre-rabhi-lhomme-colibri-45-insurrection-des-consciences>].

64. « La légende du colibri » [www.colibris-lemouvement.org/mouvement/legende-colibri].

65. Voir Pierre Rabhi, *La Part du colibri*, Éditions de l'Aube, 2018.

66. Pierre Rabhi, entretien, émission *Un œil sur la planète*, francetvinfo.fr, 16 juin 2016 [www.francetvinfo.fr/societe/video-un-oeil-sur-la-planete-le-monde-de-demain-pour-la-sobriete-heureuse_1502591.html].

67. Jade Lindgaard, « Pierre Rabhi, chantre d'une écologie inoffensive ? », mediapart.fr, 20 octobre 2016 [www.mediapart.fr/journal/culture-idees/201016/pierre-rabhi-chantre-dune-ecologie-inoffensive?onglet=full].

68. « Vincent Cheynet : “Pour le libéral, la société est constituée d'un simple agrégat d'individus” », entretien de Vincent Cheynet, comptoir.org [<https://comptoir.org/2014/12/03/vincent-cheynet-pour-le-liberal-la-societe-est-constituee-dun-agregat-dindividus/>]. Piero San Giorgio est un auteur survivaliste suisse, connu notamment pour son ouvrage *Survivre à l'effondrement économique*, Le Retour aux sources, 2011.

L'approche modérée de Pierre Rabhi suscite un même type de critique au sein de la gauche radicale. Le journaliste Jean-Baptiste Malet dénonce ainsi « le malentendu sur lequel prospèrent certains courants idéologiques qui dénoncent les “excès de la finance”, la “marchandisation du vivant”, l'opulence des puissants ou les ravages des technosciences, mais qui ne prônent comme solution qu'un retrait du monde, une ascèse intime, et se gardent de mettre en cause les structures de pouvoir⁶⁹ » et « une forme d'écologie non politique, spiritualiste et individualiste, qui appelle une prise de conscience des personnes mais se garde de mettre en cause le système économique⁷⁰ ».

VI. UN MOUVEMENT ENCORE MARGINAL

Le mouvement décroissant reste extrêmement minoritaire en France. Les décroissants que l'on peut qualifier du « premier cercle » se comptent vraisemblablement en quelques dizaines de milliers et sont peu visibles médiatiquement⁷¹.

1. Des décroissants ultraminoritaires avec une faible visibilité médiatique

Les membres des associations décroissantes sont, en effet, très peu nombreux. La liste Décroissance 2019 n'a recueilli qu'un peu plus de 10 000 voix lors des élections européennes de 2019. Le mensuel *La Décroissance* ne s'écoule qu'à quelques dizaines de milliers d'exemplaires, tandis que les divers comptes sur les réseaux sociaux affiliés au mouvement de la décroissance ne comptent que quelques milliers d'abonnés⁷². Il semble par conséquent que la décroissance en tant que telle et, surtout, les décroissants n'intéressent pas vraiment le grand public. Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop, explique d'ailleurs à ce propos que la thématique de la décroissance

69. Jean-Baptiste Malet, « Le système Pierre Rabhi », monde-diplomatique.fr, août 2018, p. 23 (www.monde-diplomatique.fr/2018/08/MALET/58981).

70. Jean-Baptiste Malet, « Retour sur “Le système Rabhi” », monde-diplomatique.fr, novembre 2018 (www.monde-diplomatique.fr/2018/11/MALET/59190).

71. Sauf précision contraire, ces données et celles qui suivent datent du mai 2021.

72. À titre indicatif, le compte Facebook du mensuel *La Décroissance* compte 9 989 abonnés, le compte « Les décroissants » possède 5 405 abonnés, tandis que le groupe public « Nous sommes Parti-e-s Pour la Décroissance » [ex-Parti pour la décroissance] a quelque 2 400 membres. Les comptes Twitter de figures de la décroissance telles que Pierre Ariès ou Vincent Liegey ne comptent respectivement que 2 823 et 3 444 abonnés.

« n'émerge pas du tout dans les discours spontanés des Français⁷³ ». Par ailleurs, on ne peut pas dire que la décroissance et les décroissants soient présent dans l'« agenda médiatique ».

Il n'est pas facile de mesurer l'impact médiatique des décroissants, d'autant que le mot « décroissance » et l'adjectif « décroissant » sont assez communs et peuvent être utilisés dans la presse avec un tout autre sens. Néanmoins, si l'on évalue le nombre d'articles dans la presse écrite française mentionnant entre 2013 et le 15 mai 2021 au moins une fois « les décroissants » et « les objecteurs de croissance » (*voir tableau ci-dessous*), on s'aperçoit que ceux-ci sont relativement peu nombreux – respectivement 331 et 281 articles –, notamment si l'on compare ces chiffres au nombre de mentions « zadistes » (10 120 articles) ou « black blocs » (7 742 articles). En outre, si l'on entre un peu dans le détail du contexte dans lequel ce terme ou cette expression ont été employés, on peut voir que ces articles font souvent référence dans la presse locale à des mouvements locaux qui s'appellent justement « les décroissants » ou bien « les objecteurs de croissance », et à des informations relatives à des conférences ou à des émissions ou documentaires télévisés. Dans la presse nationale, l'emploi de ces expressions apparaît souvent péjoratif dans des textes écrits par des pourfendeurs de la décroissance.

Nombre d'articles de la presse écrite en France mentionnant au moins une fois les mouvements protestataires suivants entre 2003 et le 15 mai 2021

Les zadistes	10 120
Black blocs	7 742
Les « faucheurs volontaires »	2 758
Les antisépécistes	451
Les décroissants	331
Les collapsologues	328
Les objecteurs de croissance	281
Les survivalistes	235

Source : calculs de l'auteur d'après des données Europresse.

2. Des « passeurs » plus visibles

Il convient, en outre, d'établir une distinction entre, d'un côté, les organisations et les intellectuels décroissants et, de l'autre, ceux que l'on pourrait qualifier de « passeurs » de la vision décroissante auprès du grand public, notamment auprès d'un public jeune. Comme on l'a vu, les premiers sont peu connus et peu visibles dans les médias et l'espace public.

73. Frédéric Dabi, « #1 Webinar – La société de l'après : quelles mutations anticiper ? Politique, sociologie, consommation », 28 avril 2020 (www.youtube.com/watch?v=2wD1XrKIClI).

Ce n'est pas le cas des seconds, qui sont des auteurs à succès et de « bons clients » pour les médias. On pense encore à Pierre Rabhi, que l'on peut considérer comme un décroissant « atypique ». Il a publié une trentaine d'ouvrages dont les ventes cumulées s'élevaient à 1,2 million d'exemplaires en 2018⁷⁴, même s'ils ne traitaient pas tous de la décroissance ou de la sobriété heureuse. Son compte Facebook officiel possède quelque 653 000 abonnés⁷⁵, alors que le Mouvement Colibris a 40 700 abonnés sur Twitter⁷⁶. On peut aussi classer parmi ces « passeurs » une personnalité comme François Ruffin, qui appartient, d'une certaine manière, au « second cercle décroissant », avec ses 237 500 abonnés à son compte Twitter⁷⁷, ses quelque 650 000 abonnés à son compte Facebook⁷⁸ et ses succès de librairie. Enfin, on peut mentionner, une personnalité telle que Pablo Servigne, le principal chantre de la collapsologie en France, dont les ouvrages, qu'il a notamment coécrits avec Raphaël Stevens, ont trouvé leur public et dont le compte Facebook possède 137 000 abonnés⁷⁹.

3. Des Français loin d'être convaincus par la décroissance

Les résultats d'enquêtes d'opinion récentes tendent à montrer que la vision décroissante est minoritaire dans la société française. Selon une enquête de février 2021, 24 % des personnes interrogées estiment ainsi que « si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique », contre 72 % qui considèrent que l'« on peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures »⁸⁰. Dans une autre enquête publiée en avril 2021, 28 % des personnes interrogées soutiennent que, « pour réussir la transition écologique, on est obligé de stopper la croissance économique » (point de vue partagé par 40 % des moins de 35 ans sondés), alors que, pour 72 %, « on doit continuer à développer notre économie pour réussir la transition écologique »⁸¹.

74. Voir Jean-Baptiste Malet, « Le système Pierre Rabhi », art. cit.

75. Données au 23 juillet 2021.

76. *Ibid.*

77. *Ibid.*

78. *Ibid.*

79. *Ibid.*

80. « En qu[o]i les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? », Baromètre de la confiance politique, vague 12, enquête OpinionWay pour Sciences Po-Cevipof, février 2021, p. 75 (www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies/opinionway-pour-le-cevipof-barometre-de-la-confiance-en-politique-vague-12-fevrier-2021/viewdocument/2516.html).

81. « Enquête sur la transition écologique », sondage Ifop pour le Medef, avril 2021, p. 23 (www.ifop.com/wp-content/uploads/2021/04/118013-Presentation.pdf).

VII. UN MOUVEMENT JUGÉ POLITIQUEMENT RADICAL ET SOCIALEMENT CLIVANT

Aujourd'hui, on n'en est plus au stade où les idées décroissantes relevaient de l'impensable, comme cela pouvait être le cas dans les années 1970. Ces idées étaient alors véhiculées par des auteurs jugés marginaux ou assimilées par le plus grand nombre à un grand retour en arrière socialement inacceptable. En témoignent les réactions au rapport Meadows du Club de Rome, publié en 1972⁸². La situation a changé, on l'a vu, dès les années 2002-2003. Les idées défendues par les décroissants n'en restent pas moins perçues par une grande partie des Français comme radicales. Elles ne sont pas parvenues à s'imposer à la une des médias ou dans l'espace public, ni *a fortiori* dans les projets des gouvernements. Et la crise de la Covid-19 n'a pas contribué à faire bouger les lignes en la matière.

1. Une thématique encore politiquement taboue

À l'évidence, les idées décroissantes se situent en dehors de ce qui est appelé la « fenêtre de possibilité politique » ou « fenêtre d'Overton⁸³ », concept qui fait référence à ce qui est politiquement acceptable à un moment donné, c'est-à-dire aux thématiques que les hommes et femmes politiques des principaux partis peuvent mettre en avant pour se faire élire ou réélire parce qu'elles sont largement acceptées dans la société en tant qu'option politique légitime.

Yves Cochet a été le premier homme politique de renom à s'être présenté explicitement comme décroissant à partir de 2006 alors qu'il était député Vert. Il a défendu ce credo lorsqu'il s'est présenté pour être le candidat d'Europe-Écologie-Les Verts à l'élection présidentielle de 2007 ou dans son ouvrage *Antimanuel d'écologie*⁸⁴ publié en 2009. Il s'est retiré de la vie politique et préside désormais l'Institut Momentum, « laboratoire d'idées sur les issues de la société industrielle et la décroissance solidaire en réponse au choc social de l'effondrement⁸⁵ ». Il est devenu l'un des principaux acteurs de la collapsologie en France et est désormais la principale figure française de l'« effondrisme ».

82. Rapport Meadows, *op. cit.*

83. Du nom du politologue et lobbyiste conservateur américain Joseph P. Overton (1960-2003), à l'origine de ce concept. Voir Mackinac Center for Public Policy, « The Overton Window », [www.mackinac.org/OvertonWindow].

84. Yves Cochet, *Antimanuel d'écologie*, Bréal, 2009.

85. Institut Momentum, « Qui sommes-nous ? » [www.institutmomentum.org/qui-sommes-nous/].

Aujourd'hui, on peut considérer François Ruffin comme le principal homme politique de premier plan à défendre ouvertement des idées de nature décroissante, même s'il se définit plutôt comme « a-croissant ». Il les a notamment exprimées en 2018, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale lors de la discussion du projet de loi Pacte dans lequel il rejetait le « dogme » ou la « religion » de la croissance⁸⁶. D'autres politiques et d'autres mouvements peuvent se montrer très critiques vis-à-vis de la croissance, sans pour autant se définir eux-mêmes comme décroissants. C'est le cas de Benoît Hamon qui, en 2016, alors qu'il était candidat à la primaire de la gauche, expliquait ainsi : « Moi, je me définis comme un socialiste écologiste. [...] Et je suis devenu un laïc vis-à-vis de la croissance : je ne crois plus dans le mythe d'une croissance qui redistribuerait les richesses, ni à une politique économique qui s'appuierait sur toujours plus de consommation. Nous sommes arrivés aux limites d'un modèle consumériste, productiviste, matérialiste, qui exige tant du sacrifice de la planète et des droits sociaux qu'il est désormais insoutenable⁸⁷ ». Le manifeste de son mouvement Génération-s reprend cette vision critique de la croissance⁸⁸. Plus récemment, le thème de la décroissance a été placé au cœur du débat par les candidats à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts. La décroissance est considérée comme solution à la crise climatique par Delphine Batho et Sandrine Rousseau, tandis que Yannick Jadot préfère parler d'une « croissance verte » et Eric Piolle se déclare « ni pour ni contre la croissance »⁸⁹.

2. Un nouveau clivage social

Il est certain que certaines catégories sociales se montrent sensibles aux idées décroissantes, notamment à la notion de déconsommation, mais les Français, de façon très majoritaire, sont loin d'être tentés par la « sobriété heureuse ». Dans un tel contexte, on pourrait assister à l'émergence d'un important clivage social opposant notamment les adeptes du « moins c'est mieux » aux catégories hantées par le déclassement. C'est ce qu'explique l'économiste Philippe Moati, cofondateur de l'Observatoire société et consommation (Obsoco) : « Je crois qu'on a un double clivage qui risque de s'accroître dans les années à venir, surtout quand la crise économique aura

86. Voir « Votre croissance, nous n'en voulons plus ! », intervention de François Ruffin à l'Assemblée nationale le 25 septembre 2018, YouTube (www.youtube.com/watch?v=fRUxBK0q9kc).

87. « Benoît Hamon : "Je ne crois plus dans le mythe de la croissance !" », interview réalisée par Michel Soudais et Pauline Graulle, [politis.fr](https://www.politis.fr), 14 décembre 2016, (www.politis.fr/articles/2016/12/benoit-hamon-je-ne-crois-plus-dans-le-mythe-de-la-croissance-35965/).

88. Voir « Le Manifeste de Génération-s », 30 juin 2018 (www.generation-s.fr/manifeste/le-manifeste-de-generation-s/).

89. « Primaire écologiste : la décroissance au cœur du débat », lepoint.fr, 9 septembre 2021 (www.lepoint.fr/politique/primaire-ecologiste-la-decroissance-au-coeur-du-debat-09-09-2021-2442336_20.php).

pris le pas sur la crise sanitaire. D'un côté, une avant-garde nourrie – on ne parle pas là de groupuscule, c'est une partie substantielle de la population – très volontaire pour accélérer la transition à tous les niveaux et notamment en termes de consommation, qui a la certitude d'avoir raison, qui a sa bonne conscience pour elle. Et de l'autre côté, ce ventre mou, moins structuré, qui formalise moins sa vision du monde, qui reste attaché au monde d'hier et qui va trépigner de ne pas pouvoir y accéder comme avant. Et cette tension forte entre ces deux mondes risque à mon avis de générer des troubles sociaux. D'autant que les premiers regardent les seconds d'en haut⁹⁰. » De telles visions divergentes risquent par conséquent de contribuer à aggraver la fragmentation de la société française.

90. « Consommation : "Le Covid-19 accentue des clivages qui laissent présager des troubles sociaux à venir" », entretien de Philippe Moati avec Anne-Laure Chouin, franceculture.fr, 26 avril 2020 [www.franceculture.fr/societe/consommation-le-covid-19-accentue-des-clivages-qui-laissent-presager-des-troubles-sociaux-a-venir].

Guillaume BAZOT

LES COÛTS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Mai 2021





NOS PUBLICATIONS

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 76 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élis Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 74 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 64 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 60 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 52 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 64 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 76 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 60 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 64 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 96 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 92 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 64 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 64 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 56 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 72 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 60 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 60 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 68 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 72 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 60 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 56 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 44 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 84 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales

de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants
 Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 64 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 68 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique,
décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)

Défendre l'économie européenne par la politique commerciale

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 76 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)

Les pratiques anticoncurrentielles étrangères

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 64 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)

Politique de concurrence et industrie européenne

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,
novembre 2019, 60 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

Campements de migrants sans-abri :

comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électorats

comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage
et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo [1]. L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,
volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique [2]. Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique [1]. Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères,
janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe [2]. Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)

Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)

Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle,

Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle
Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xx^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès,

PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément,
novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La mobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié
et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française [2] : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française [1] : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boissérie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :
une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

***Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE***

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS** (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 *bis* du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable** (report possible durant 5 ans); **au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

LES DÉCROISSANTS EN FRANCE UN ESSAI DE TYPOLOGIE

Par Eddy FOUGIER

Le terme « décroissance », qui a plusieurs significations, a été sciemment utilisé par les décroissants comme un « mot-obus », selon leur expression. L'objectif était de choquer, de susciter un débat sur la croissance et sur un mode de développement qu'ils critiquent de façon vigoureuse. Cela a eu l'effet escompté pendant un temps mais a fini par se retourner contre eux, conduisant une grande partie du public à les assimiler au « parti de la récession », même s'ils s'en défendent régulièrement. Cette note vise à répondre justement à quelques-unes de nos interrogations à propos des décroissants : qu'est-ce que la décroissance ? Quand et comment le mouvement décroissant a-t-il émergé ? Qui sont au juste ces décroissants et quelles sont leurs idées ? Quel est leur impact sur la société française ?

Les médias

fondapol.tv

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol



Le site internet

fondapol.org



978 2 36408 262 5

ISBN : 978-2-36408-262-5